

République française

Département du Val-d'Oise - Arrondissement de Sarcelles

VILLE DE SOISY-SOUS-MONTMORENCY

EXTRAIT DU REGISTRE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Nombre de membres

composant le conseil.....15
 en exercice.....15
 présents.....13
 présents par procuration.....2
 absents.....
 absents excusés.....

OBJET :

Fixation de tarifs pour les
 ateliers sophrologie de
 septembre 2021 à juin 2022

Le 16 septembre 2021 à 18 heures, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Soisy-sous-Montmorency, dûment convoqué par M. le Président le 10 septembre s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Luc STREHAIANO, Président.

PRESENTS : M. SURIE, M. DELAROCHE, M. FRANCINE, Mme MEBREK, Mme COGNE, Mme ROY, Mme ABOUT, Mme QUENNEHEN, M. CHATELAIN, M. CROP, Mme FOURNIER, M. LAPIERRE

PRESENTS PAR PROCURATION : M. STREHAIANO, M. DELUCHEY

ABSENTS :

ABSENTS EXCUSES :

SECRETARE :

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE,

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L. 123-4 et suivants ;

VU les articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le service « Animations Seniors » propose des ateliers sophrologie à destination des seniors de la commune il convient d'en fixer les tarifs pour la période de septembre 2021 à juin 2022,

VU la note explicative de synthèse et sur rapport de M. SURIE,

APRES en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de fixer le tarif des 32 séances pour la période de septembre 2021 à juin 2022, comme suit :

- Atelier sophrologie : 75 €

Le Président,
 Du Centre Communal d'Action Sociale,

Luc STREHAIANO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

095-219505989-20210916-2021-09-16-02-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/09/2021

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : 28 SEP. 2021
 Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le 28 SEP. 2021

Affiché et/ou notifié le : 28 SEP. 2021

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.